
Cahier des Clauses Particulières
(CCP)

**FOURNITURE ET APPROVISIONNEMENT D'ELECTRICITE POUR
LES SITES DU GROUPE CCI PARIS-IDF ET PRESTATIONS
ASSOCIEES**

Lot unique

Marché n° 2025-GIE-060

issu de la procédure suivante

- Appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Ce document contient **31** pages.

SOMMAIRE

<u>FOURNITURE ET APPROVISIONNEMENT D'ELECTRICITE POUR LES SITES DU GROUPE CCI PARIS-IDF ET PRESTATIONS ASSOCIEES</u>	<u>1</u>
<u>PREAMBULE</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 1 - OBJET – DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 2 - DURÉE DE L'ACCORD CADRE</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 4 - CONDITIONS GENERALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 6 - PRIX</u>	<u>10</u>
<u>ARTICLE 7 - FACTURATION ET PAIEMENT</u>	<u>12</u>
<u>ARTICLE 8 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE</u>	<u>14</u>
<u>ARTICLE 9 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</u>	<u>18</u>
<u>ARTICLE 10 - PÉNALITÉS ET SANCTIONS</u>	<u>19</u>
<u>ARTICLE 11 - CLAUSE DE RÉEXAMEN</u>	<u>21</u>
<u>ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE</u>	<u>22</u>
<u>ARTICLE 13 - CESSION DU MARCHÉ</u>	<u>22</u>
<u>ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ</u>	<u>23</u>
<u>ARTICLE 15 - ENGAGEMENTS ANTICORRUPTION ET PROBITÉ</u>	<u>23</u>
<u>ARTICLE 16 - PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL</u>	<u>24</u>
<u>ARTICLE 17 - DROIT DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE</u>	<u>27</u>
<u>ARTICLE 18 - DOCUMENTS À FOURNIR EN COURS DE MARCHÉ</u>	<u>29</u>
<u>ARTICLE 19 - RÉSILIATION</u>	<u>30</u>
<u>ARTICLE 20 - RÈGLEMENT DES LITIGES</u>	<u>31</u>

1. Présentation du GIE du Groupe CCIR Paris Ile-de-France

A/ Le GIE du Groupe CCIR Paris Ile-de-France

Le GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France agit pour son propre compte et assure une fonction de centrale d'achats au sens des articles L2113-2 et L2113-3 du Code de la Commande Publique, pour le compte de l'ensemble de ses membres.

Tous les contrats passés par le GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France dans le cadre de sa fonction de centrale d'achats sont soumis aux règles édictées par le Code de la Commande Publique. Conformément à l'article L2113-4 du CCP, les membres du GIE qui acquièrent des fournitures et des services auprès de la centrale d'achats GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France sont dispensés de leurs obligations en matière de publicité et de mise en concurrence.

B/ Rôle du GIE du Groupe CCIR Paris Ile de France

Le GIE est amené à passer des contrats pour :

- ses besoins propres.
- les besoins des membres du GIE. Les membres du GIE sont de 2 sortes :
 - les entités du groupe CCIR. Le GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France passe les marchés subséquents, émet les bons de commande et suit l'exécution des prestations pour le compte du Groupe CCIR Paris Ile-de-France.
 - les entités ayant rejoint le GIE par convention d'adhésion. Dans ce cas, la convention d'adhésion fixe les limites des pouvoirs du GIE en la matière. Les entités membres peuvent donc avoir recours à la centrale d'achats notamment par émission de marchés subséquents et de bons de commandes, sur la base des conditions définies dans le présent marché - chaque établissement suivant l'exécution des prestations pour ses propres besoins.
- les besoins d'entités non-membres du GIE, qui lui donne mandat (convention de groupement de commande).

Le GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France passe les marchés subséquents, émet les bons de commande et suit l'exécution des prestations pour le compte du Groupe CCIR Paris Ile-de-France.

Pour les autres membres du GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France, les entités membres peuvent donc avoir recours à la centrale d'achats notamment par émission de marchés subséquents et de bons de commandes, sur la base des conditions définies dans le présent marché - chaque établissement suivant l'exécution des prestations pour ses propres besoins.

ARTICLE 1 - OBJET – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet

Le présent marché a pour objet la fourniture (et approvisionnement) d'électricité pour les sites du Groupe CCI Paris-IDF et la réalisation de prestations associées.

Il concerne la conclusion d'un contrat dit « en offre de marché » en vue d'alimenter en électricité les points de livraison des sites du Groupe CCI Paris Ile-de-France.

L'alimentation en électricité comprend :

- La fourniture complète d'énergie électrique
- La réalisation des prestations de services associés
- La mission de responsabilité d'équilibre
- L'accès au réseau public de distribution d'électricité et son utilisation dans le cadre d'un contrat unique.

Le périmètre du présent accord cadre porte sur les points de livraison (PDL) listés à l'annexe du présent CCP, ainsi que tout adhérent futur au GIE.

A titre indicatif, l'accord cadre porte sur **42 PDL**, représentant une **consommation annuelle en 2024 estimée à 16 500 mWh**. Les données techniques et de consommation de ces sites sont fournies, à titre indicatif, dans ladite annexe.

1.2. Allotissement

La procédure, objet du présent marché, n'a pas fait l'objet d'un découpage en lots.

1.3. Forme et montant du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre multi attributaires donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents, en application des articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du CCP.

Les marchés subséquents, adressés aux titulaires de l'accord-cadre, précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre. Ils ne peuvent entraîner de modifications substantielles des termes de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents peuvent prendre la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum, d'un marché non fractionné à prix global et forfaitaire, ou d'un accord-cadre dit "composite", combinant les deux formes précitées.

À l'expiration de l'accord-cadre, aucun marché subséquent ne pourra être conclu, mais l'exécution des marchés subséquents notifiés sera poursuivie jusqu'à leur terme. La durée d'exécution des marchés subséquents ne pourra cependant pas excéder de plus 9 mois la fin de validité de l'accord-cadre.

L'engagement du présent marché, correspondant au lot visé en page de garde, est le suivant :

Engagement minimum	Aucun
Engagement maximum sur la durée totale de l'accord-cadre	68 000 Mwh

Valeur estimée du besoin : L'estimation des prestations à exécuter au cours de la période correspondant à la durée totale de l'accord cadre est estimé à 66.000 Mwh.

ARTICLE 2 - DURÉE DE L'ACCORD CADRE

2.1. Durée du marché

L'accord cadre est conclu pour une durée totale de 4 ans, à compter de la date de notification.

ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG applicable au présent marché, les pièces contractuelles de l'accord cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement
- Le présent cahier des clauses particulières et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables (CCAG) aux marchés publics de fournitures et services courants (FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, version en vigueur au 17 janvier 2023 (pièce non jointe) ;
- le cadre de réponse technique et fonctionnel remis dans l'offre ;
- LE Code de conduite anti-corruption CCI Paris Île-de-France accessible sur le site internet du Groupe CCI Paris Île-de-France : <https://www.cci-paris-idf.fr/fr/notre-groupe/finances-juridique>
- Les Conditions générales de vente du titulaire, sous réserve que ces dernières soient jointes à son offre.

Les pièces contractuelles des marchés subséquents sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles pour le marché subséquent considéré ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe ;
- L'annexe du CCP : tableau des consommations et des points de livraison dûment renseigné ;
- Le cadre de réponse technique du titulaire remis pour l'accord cadre (dans ses parties qui précisent et complètent les documents de l'accord-cadre sans y contrevenir).
- Le cadre de réponse financier renseigné par le titulaire dans son offre au stade du marché subséquent et composé du bordereau des prix unitaires remis dans l'offre ;
- L'accord-cadre, fondement des marchés subséquents, comprenant l'ensemble des pièces listées ci-avant.

Les pièces générales (CCAG), bien que non jointes au marché, sont réputées connues de l'ensemble des entreprises.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG applicable au présent marché, le présent marché ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG applicable au présent marché.

ARTICLE 4 - CONDITIONS GENERALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1. Interlocuteurs du titulaire

NATURE DU SUIVI	NOM DU SERVICE OU DE L'INTERLOCUTEUR ET COORDONNEES
Suivi contractuel et administratif du marché	Le nom de l'interlocuteur du titulaire pour le suivi administratif et contractuel du marché sera communiqué au titulaire après la notification du marché.
Suivi opérationnel des prestations du marché	L'interlocuteur du titulaire pour le suivi opérationnel du marché sera communiqué au titulaire après la notification du marché.

4.2. Réunion de lancement

La réunion de lancement aura lieu au plus tard 15 jours après la notification du marché.

4.3. Suivi des prestations

Le titulaire met à disposition de la Direction des achats, un suivi des prestations pour toutes les entités bénéficiaires du présent marché, comprenant à minima les informations suivantes :

- comptes-rendus des réunions ;
- état des consommations par entité ;
- relevé des incidents et de leurs résolutions ;
- relevé et résultat des contrôles contradictoires, le cas échéant ;
- bilan carbone, le cas échéant ;
- relevé du nombre de marchés subséquents faisant apparaître leur objet et leur montant facturé, le cas échéant ;

Ces informations pourront être mises à disposition sur le site du titulaire. Ce dernier communiquera à l'acheteurs toutes les informations nécessaires à la connexion (en particulier les identifiant et mot de passe).

4.4. Modalités d'exécution

4.4.1. Conditions d'attribution des marchés subséquents

Les marchés subséquents, conclus sur la base du présent accord-cadre, seront attribués après remise en concurrence des titulaires. Cette remise en concurrence se fera pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, selon les conditions fixées ci-après.

En cas d'absence de nouvelle offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre.

4.4.1.1. Modalités de consultation des titulaires

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin ou bien périodiquement pour répondre aux besoins récurrents pendant la période envisagée.

Le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires par écrit, simultanément et obligatoirement, sans mesure préalable de publicité, soit via la plateforme dématérialisée des achats de l'État (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr), soit par courrier ou courriel.

À cet effet, une lettre de consultation sera envoyée à chacun des titulaires de l'accord-cadre, comportant notamment les renseignements suivants :

- les références de l'accord-cadre,
- les délais et modalités de transmission, ainsi que les conditions de remise des offres,
- les critères de jugement.

Les documents de remise en concurrence propres à chaque marché subséquent seront transmis aux attributaires de l'accord cadre via la plateforme dématérialisée www.marches-publics.gouv.fr

Ces documents de remise en concurrence comprendront :

- La lettre de consultation comprenant « les conditions particulières aux marchés subséquents »
- L'acte d'engagement du marché subséquent
- Les annexes financières (BPU et DQE)

Lors de la mise en œuvre des marchés subséquents, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de demander aux titulaires de l'accord cadre de soumettre :

- **Soit deux offres comprenant :**
 - **Une offre marché à prix fixe** : un prix basé sur un approvisionnement 100 % à prix marché et
 - **Une offre intégrant l'ARENH (jusqu'au 31/12/2025)** : une offre dont le prix inclut une part d'approvisionnement via le dispositif ARENH (Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique), dans la limite des volumes disponibles et selon les règles en vigueur. À compter du 1er janvier 2026, cette offre sera remplacée par une offre intégrant le Versement Nucléaire Universel (VNU), nouveau mécanisme de régulation mis en place par l'État conformément à la réglementation en vigueur au moment de la remise des offres.
- **Soit une offre unique comprenant :**
 - **Une offre marché à prix fixe** : un prix basé sur un approvisionnement 100 % à prix marché ou
 - **Une offre intégrant l'ARENH (jusqu'au 31/12/2025)** : À compter du 1er janvier 2026, cette offre sera remplacée par une offre intégrant le Versement Nucléaire Universel (VNU) conformément à la réglementation en vigueur au moment de la remise des offres.
- **Soit une offre unique, dont la nature du prix sera proposée librement par le titulaire, et précisée dans son offre financière.**

Dans tous les cas, le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires du bordereau des prix de la fourniture d'énergie électrique seront appliqués aux quantités réellement consommées.

Les prix de fourniture en énergie figurant au bordereau des prix unitaires sont établis par période horosaisonnaire en c€/kWh et avec part fixe (abonnement). Le prix ne pourra être en aucun cas subordonné à un engagement de consommation minimale sur une quelconque période.

Les prix horosaisonnalisés s'appliquent aux consommations transmises par le GRD concerné pour chacun des points de livraison, selon la définition locale de l'horosaisonnalité du GRD concerné.

4.4.1.2. Réponse à la consultation pour la passation d'un marché subséquent

Les titulaires sont tenus de se conformer aux éléments précisés dans la lettre de consultation.

Un délai minimum de 7 jours, sera laissé aux attributaires de l'accord cadre pour remettre leur offre dans le cadre des marchés subséquents.

La durée de validité des offres remises pour les marchés subséquents sera précisée dans la lettre de consultation du marché subséquent.

Les titulaires s'engagent à déposer une offre lors de chaque remise en concurrence. En cas d'absence répétée de présentation d'offre sans motivation (**plus de deux fois**), l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 10.3.3 « Résiliation pour faute du titulaire ».

Les offres sont transmises au pouvoir adjudicateur selon les modalités et conditions de transmission stipulées dans la lettre de consultation. En tout état de cause, elles doivent être transmises par tout moyen permettant de déterminer la date et l'heure de réception, y compris par voie électronique.

4.4.1.3. Critères d'attribution des marchés subséquents

Les critères retenus pour l'attribution des marchés subséquents sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix	80 %
2- Note accord cadre	20%

Les offres seront classées par ordre décroissant, l'offre la mieux classée sera retenue.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas donner suite à une remise en concurrence pour un marché subséquent.

4.4.1.4. Forme et délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine sa forme, son propre délai ou sa durée d'exécution. **Le début d'exécution du premier marché subséquent est fixé au 01/01/2026 à 00h00.**

ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1. Périmètre du marché

Le périmètre du marché concerne :

- Les points de livraison identifiés dans l'annexe au CCP « liste des points de livraison »,
- Les points de livraison rattachés en cours de marché.

La notification du marché subséquent vaut ordre de service de rattachement de tous les points de livraison figurant au BPU (à l'exception des points de livraison dont une date d'intégration différée est indiquée et ceux dont la date d'exécution intervient, par ordre de service, après la date de début d'exécution du marché).

Le titulaire portera une attention particulière lors du changement et s'assura du changement effectif de fournisseur auprès du gestionnaire de réseau (GRD) à la date convenue (démarrage du marché).

5.2. Clause de flexibilité

La liste des entités bénéficiaires du présent marché est annexée au présent CCP (document « liste des points de livraison »).

Le périmètre global de chaque marché subséquent sera amené à évoluer durant son exécution avec d'éventuels rattachements ou détachements de points de livraison.

La faculté d'intégrer des points de livraison aux mêmes conditions de marché, est limitée à une augmentation de 10 % par rapport au volume prévisionnel total de consommation indiqué au bordereau des PDL des marchés subséquents, hors branchements provisoires.

La faculté de supprimer des points de livraison aux mêmes conditions de marché, est limitée à une diminution de 10 % par rapport au volume prévisionnel total de consommation indiqué au bordereau des PDL des marchés subséquents, hors branchements provisoires.

Les conditions financières de rattachement des nouveaux sites s'exécuteront selon les conditions en vigueur du marché subséquent en cours.

Au-delà de la limite de 10 %, l'ajout d'un ou plusieurs PDL (sites neufs, achat de bâtiment, transfert de propriétés de bâtiments) dans le périmètre de l'accord cadre, fera l'objet d'un marché subséquent.

Les PDL dont on sait, dès la notification du marché subséquent que la date de fin de fourniture précède la date de fin du marché subséquent, ou que la date du début de fourniture intervient à postériori, ne sont pas inclus au pourcentage précédent.

5.3. Contrat unique de fourniture et d'acheminement

L'accord cadre est un contrat unique de fourniture et d'acheminement avec une distinction sur les factures des prix relatifs à la fourniture d'une part et des prix relatifs à l'acheminement d'autre part.

Le fournisseur a la responsabilité de vérifier la bonne prise des informations par le distributeur dès le début du marché.

5.4. Responsable d'équilibre

L'ensemble des sites du périmètre du présent accord cadre sont rattachés au périmètre d'équilibre du titulaire du marché subséquent. Ce dernier s'engage à assurer toutes les obligations qui en découlent. Le titulaire prend ainsi en charge les risques financiers liés aux ajustements effectués par le gestionnaire du réseau pour compenser les excédents ou les déficits dus aux aléas de consommation de ces sites. Le titulaire devra pouvoir justifier à tout moment sur demande du pouvoir adjudicateur de sa capacité de responsable d'équilibre.

5.5. Autorisation de collecte des données

Dans le cadre du présent accord cadre, les candidats ont l'autorisation de collecter les données techniques auprès du gestionnaire de réseaux ENEDIS, afin de connaître au mieux le périmètre et les détails de chaque site et ainsi établir son offre.

ARTICLE 6 - PRIX

6.1. Forme et détermination des prix

Les prix du marché sont des prix unitaires exprimés en euros Hors Taxe (€ HT), par dérogation aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG applicable au présent marché.

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires indiqués au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) aux quantités commandées.

Les caractéristiques des prix des prestations seront déterminées par chaque marché subséquent.

6.2. Structure des prix

Le prix énergie s'applique aux quantités consommées d'un PDL et par poste horosaisonnier. Les tranches tarifaires sont fonction des catégories C2 à C5 et postes horosaisonniers du TURPE en vigueur :

- HP : heures pleines
- HC : heures creuses
- PTE : heures de pointe
- HPH : heures pleines saison haute
- HCH : heures creuses saison haute
- HPB : heures pleines saison basse
- HCB : heures creuses saison basse

6.3. Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG applicable au présent marché, les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que le cas échéant, tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations.

Dans cette perspective, ils comprennent globalement les éléments ci-dessous :

6.3.1. Le tarif d'utilisation du réseau public d'électricité (TURPE) et l'ensemble de ses composantes jusqu'au lieu de livraison

Il est facturé par le titulaire sans marge ni frais supplémentaires, sur la base des prix fixés par la réglementation en vigueur, conformément aux modalités contractuelles qui régissent le contrat unique. Toute évolution réglementaire, législative ou résultant d'une délibération de la CRE en cours d'exécution du marché impactant ceux-ci, sera répercutée à l'euro près

6.3.2. Les prix figurant dans le Catalogue des prestations du gestionnaire du réseau de distribution.

Ils sont facturés sans marge ni frais du titulaire sur la base des prix fixés dans le catalogue des prestations du GRD en vigueur, conformément aux modalités contractuelles qui régissent le contrat unique. Toute évolution réglementaire, législative ou résultant d'une délibération de la CRE en cours d'exécution du marché impactant ceux-ci, sera répercutée à l'euro près

6.3.3. Toutes les taxes et contributions frappant obligatoirement la fourniture d'énergie

Elles sont facturées selon les taux en vigueur. Toute évolution impactant le taux ou de l'assiette des taxes applicables ou toutes nouvelles taxes ou contributions environnementales s'appliquant obligatoirement sur le prix de vente et/ou de

distribution sera répercutée à l'euro près. Dans le cas où les sites donnent droit à une exonération totale ou partielle de certaines taxes, le titulaire répercute cette exonération selon les règles en vigueur.

6.3.4. Le prix de l'énergie

Le prix de l'énergie contient :

6.3.4.1. Les prix unitaires de la fourniture d'énergie (PF) figurant dans le bordereau des prix unitaires du marché.

Ils incluent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations et couvrent notamment :

- Le coût unitaire de la fourniture d'énergie et services associés et de manière générale toutes les sujétions nécessaires à la bonne exécution du marché.
- Les coûts unitaires liés à la mission de responsable d'équilibre incluant le coût proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre. Ils sont facturés sans marge ni frais. Ils ne doivent pas nécessairement être distingués du coût de la fourniture d'énergie et services associés sur la facture, sauf mention contraire dans le questionnaire technique.
-
- Le cas échéant, les coûts unitaires résultants pour le Titulaire des obligations d'économies d'énergie visées aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'énergie, ainsi que les coûts des obligations d'économies d'énergies spécifique au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique.

6.3.4.2. Les prix unitaires résultants des obligations liées au mécanisme de capacité

Ils couvrent uniquement les coûts générés par les obligations de capacité des sites identifiés au bordereau des sites de consommation. Ils s'ajoutent au prix unitaire de la fourniture d'énergie figurant dans le bordereau des prix unitaires du marché. Ils ne doivent pas nécessairement être distingués du prix unitaire de la fourniture d'énergie sur la facture, sauf mention contraire dans le questionnaire technique.

6.4. Variation des prix

Les prix sont fermes sur toute la durée de chaque marché subséquent, sauf dispositions contraires prévues le cadre du marché subséquent

Toute évolution réglementaire, législative ou résultant d'une délibération de la CRE en cours d'exécution du marché impactant ceux-ci, sera répercutée à l'euro près.

Dans le cas d'une évolution de la réglementation qui viendrait impacter significativement les conditions d'exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur et le titulaire se rapprocheront pour préciser, le cas échéant, les modalités permettant de prendre en compte les modifications induites, le cas échéant par le biais d'un avenant.

Le titulaire du marché subséquent concerné s'engage à communiquer au plus tôt au pouvoir adjudicateur, tous les éléments utiles permettant d'évaluer les conséquences générées par cette évolution réglementaire.

6.5. Prix promotionnels - offres promotionnelles

En cours de marché, les prix des produits figurant au marché peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sur l'initiative du titulaire et sans que le marché ne nécessite un avenant pour modifier les prix concernés.

Le titulaire adresse le tarif promotionnel au pouvoir adjudicateur, par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine, et lui donnant toutes les précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Ce tarif est annexé au présent marché et constitue une pièce justificative, nécessaire au pouvoir adjudicateur.

À l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

- **Remise exceptionnelle**

Le pouvoir adjudicateur peut également accepter les remises exceptionnelles sur facture, éventuellement proposées par le titulaire sur les prix du marché.

ARTICLE 7 - FACTURATION ET PAIEMENT

7.1. Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7.2. Modalités de facturation / Demandes de paiement

7.2.1. Émission des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont émises à terme échu :

- Au début de chaque mois, pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors à l'acheteur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Outre les mentions légales, la demande de paiement mentionne

- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de la / des prestation(s) commandée(s) ;
- le montant HT de la / des prestation(s) facturée(s), en faisant apparaître le prix unitaire HT de chaque prestation et les quantités commandées par le pouvoir adjudicateur le cas échéant ;
- le montant de la TVA applicable à chaque prestation ;
- le montant TTC de la / des prestation(s) facturée(s).

De chaque demande de paiement est déduit, le cas échéant, le montant de l'avance et des pénalités applicables.

7.2.2. Communication des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail CHORUS PRO. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Le numéro CHORUS PRO, identifiant de la structure à facturer (SIRET), à utiliser sera précisé lors de la réunion de lancement.

7.3. Modalités de paiement

7.3.1. Règlement des prestations - RIB

Le paiement est effectué par virement en euros au compte ouvert au nom du titulaire.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont réglées par virement bancaire établi à l'ordre du titulaire en les faisant porter au compte ouvert à son nom. Le titulaire fournit un RIB à cet effet ¹.

7.3.2. Délai global de paiement

En application des articles L2192-10 et R2192-10 du code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 30 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de corrections, jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

7.3.3. Retard de paiement

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à l'article R2192-32 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros (40 €).

7.4. Modalités de paiement en cas de cotraitance et/ou sous-traitance

7.4.1. Facturation et paiement en cas de co-traitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG applicable au présent marché.

7.4.2. Facturation et paiement en cas de sous-traitance

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du pouvoir adjudicateur contre récépissé.

Conformément à l'article R2193-12 et suivants du code de la commande publique, le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

¹ En cas de groupement solidaire, joindre les références du compte bancaire du mandataire et, le cas échéant, joindre les références du compte bancaire des autres membres du groupement en cas de demande de paiement sur des comptes séparés.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionnés plus haut, si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

7.4.3. Cession ou nantissement des créances

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-63 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, les créances découlant du présent marché ne peuvent être nanties ou cédées qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire ou membre du groupement conjoint à l'origine de la demande de sous-traitance.

Les coordonnées de la (des) personne (s) habilitée (s) à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances seront communiquées au titulaire lors de la réunion de lancement.

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE

8.1. Opérations préalables à l'exécution des prestations de bascule

A compter de la notification du marché subséquent, le titulaire procèdera à l'ensemble des démarches afin de respecter la date de début de fourniture d'électricité.

Le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour réaliser au mieux la bascule de l'ensemble des points de livraison et le changement de fournisseur, selon les modalités prévues par le titulaire dans son offre.

Le titulaire établit un fichier périmètre reprenant la liste et les caractéristiques des points de livraison (référence d'acheminement d'électricité (RAE), dénomination, adresse, puissance souscrite, ...).

A minima, après notification du marché subséquent et impérativement avant la date de début de fourniture, le titulaire s'engage à organiser une réunion de lancement, soit téléphonique, soit visioconférence, de préparation de l'exécution des prestations.

Elle réunira le représentant du titulaire et l'ensemble des responsables de sites du pouvoir adjudicateur.

Celle-ci permettra entre autres de faire le point sur les fichiers périmètre, les options tarifaires proposées, le fichier d'extraction des données, les modalités de facturation, les modalités de regroupement, etc.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur pourra aborder les modalités de création de différents profils d'accès à l'espace internet dédié.

Un compte rendu sera rédigé par le titulaire à l'issue de cette réunion et validé par les parties.

Le fournisseur s'engage à confirmer par écrit au pouvoir adjudicateur, que la bascule a bien été prise en compte par ENEDIS, dans un délai de huit jours après la bascule.

8.2. Continuité dans l'exécution

S'agissant principalement d'établissements recevant du public, la continuité des approvisionnements doit être garantie.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée de la prestation.

Le prestataire fournira H24 et 7/7j pendant la durée du marché, le courant électrique nécessaire au fonctionnement des installations, ainsi que tout bâtiment qui ferait l'objet d'une adjonction ultérieure.

Le prestataire sera responsable H24 et 7/7j de la continuité de la fourniture de courant électrique et devra à ce titre s'organiser en conséquence.

Le délai de rétablissement maximum est fixé à :

- Coupure entre 6h00 et 24h00 : 1 heure
- Coupure entre 00h00 et 6h00 : 2 heures

Au-delà de ces délais et en absence de cas de force majeure constaté, il sera fait application de pénalités conformément à l'article 10 du présent document.

8.3. Relation avec le gestionnaire de réseau de distribution (GRD)

La qualité de la fourniture et la continuité d'approvisionnement sont de la responsabilité du gestionnaire de réseau.

Le comptage de la fourniture d'énergie électrique est effectué par les appareils de mesure du gestionnaire de réseau de distribution. Seuls ces comptages font foi y compris les estimations réalisées par le gestionnaire de réseau.

En cas d'arrêt ou de fonctionnement défectueux de ces appareils de mesure, la quantité d'énergie électrique à facturer sera établie selon les données reconstituées par le gestionnaire de réseau.

Dans le cadre du contrat unique conclu avec le titulaire, ce dernier apportera l'ensemble de son expertise et tous les conseils nécessaires à l'optimisation des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE) pour l'ensemble des sites. Le titulaire s'engage également à représenter le GIE auprès du gestionnaire de réseau. Il prendra toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires pour mener à bien sa mission en veillant à préserver systématiquement l'intérêt du pouvoir adjudicateur. Ainsi, en conformité avec le catalogue de prestations du gestionnaire de réseau de distribution, le titulaire est tenu de faire son affaire de toute formalité administrative liée au bon fonctionnement des contrats d'acheminement qu'il signera avec le gestionnaire de réseau de distribution dans le cadre du présent marché.

Toute prestation supplémentaire demandée au gestionnaire de réseau de distribution et figurant au catalogue des prestations supplémentaires sera facturée à l'établissement concerné par le titulaire sans aucun surcoût. Le titulaire recouvrera auprès de l'établissement concerné toute somme résultant de ces prestations supplémentaires, conformément au catalogue des prestations publié et mis à jour par le gestionnaire de réseau de distribution, ainsi que tout autre frais annexe facturé par le gestionnaire du réseau de distribution.

8.4. Télérélevé des consommations

La télérélevé désigne la lecture automatique et à distance des données de consommation depuis un compteur électrique. Le service fait est constaté par le télérelevage réalisé par le fournisseur au titre du marché.

Le fournisseur s'engage à mettre en œuvre un système de télérélevé permettant la collecte automatique et à distance des données de consommation électrique sur l'ensemble des sites concernés par le présent contrat. Les données devront être :

- Transmises au client

- Archivées et accessibles pendant toute la durée du contrat

Le fournisseur garantit la compatibilité des équipements avec les compteurs communicants installés (type Linky ou équivalent) et assure la maintenance du dispositif de télérelève.

En cas de défaillance du système de télérelève supérieure à 48 heures, le fournisseur devra mettre en place une relève manuelle sans frais supplémentaires pour le client.

En cas de défaillance du télérelève le fournisseur s'expose aux pénalités prévues à l'article 10.2.2 du présent CCP.
« Pénalités pour défaillance du système de télérelève ».

8.5. Modification des puissances souscrites

Toute demande d'augmentation de puissance souscrite à la hausse devra être prise en compte par le titulaire dans un délai de 2 mois, y compris le temps nécessaire aux modifications techniques sur le réseau. En cas d'intervention sur le réseau, le titulaire devra fournir le coût de cette intervention.

La modification de puissance souscrite à la baisse est possible à la demande du pouvoir adjudicateur dans les trois premiers mois de l'année civile.

8.6. Prestations associées

Le GIE souhaite les services listés ci-après pour l'ensemble de ses points de livraison. Ces services pourront, suivant le cas, faire ou non partie du prix de la fourniture. La rémunération de ses services, si elle n'est pas incluse dans le prix de la fourniture, sera chiffrée séparément par le soumissionnaire dans le BPU.

8.6.1. Espace client / outil de suivi en ligne inclus dans le prix de fourniture

Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur des accès à un outil en ligne permettant la consultation des informations relatives aux données de consommation (totale et par point de livraison) et de facturation, ainsi qu'aux données relatives au marché.

Ces informations doivent être exportables, facilement exploitables (format Excel ou csv) sous forme de gabarit numérique unique comportant, le cas échéant, les champs dédiés notamment à la codification interne au GIE des points de livraison, ainsi que les informations relatives à l'évolution du périmètre (ajouts, remplacements...).

A titre d'exemple, cet outil donnera accès à :

- Une recherche multicritère et multi-utilisateur.
- L'ensemble des points de livraison (nom du site, adresse, imputation budgétaire et informations de facturation).
- L'historique des consommations par poste horo saisonniers et de facturation depuis l'entrée en vigueur du marché.
- Le cas échéant les données relatives au marché de l'électricité (veille réglementaire, technique, prix, par exemple).
- Un récapitulatif des faits importants concernant les données de facturation, par site et par PDL, pour chaque période de fourniture.
- Des préconisations d'utilisation rationnelle de l'électricité (actions visant à une maîtrise des dépenses et des consommations vis-à-vis des puissances souscrites).
- Le pourcentage d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables certifié par les garanties d'origine visées à l'article L.314-14 du Code de l'énergie pour chaque pdl.
- Des exports de données.
- Des graphiques d'évolution des dépenses de consommation
- Des modifications en ligne des coordonnées, des libellés et adresses des destinataires des factures, des libellés et adresses des sites de consommation.

La plateforme internet et les identifiants de connexion devront être opérationnels sous 30 jours à compter du début du marché.

L'outil proposé devra respecter les dispositions de l'article 4 (protection des données), ainsi que l'annexe dédiée à la sécurité informatique du présent accord cadre.

8.6.2. Bilan annuel inclus dans le prix de fourniture

Le titulaire établira annuellement un bilan financier et énergétique pour l'ensemble des sites du marché, accompagné d'un état récapitulatif par site des données de consommation et de facturation. Ce bilan, fourni sous forme électronique et papier, sera présenté lors d'une réunion annuelle.

Ce bilan permettra :

- de détecter d'éventuelles anomalies de consommation et d'en détecter les causes,
- d'identifier les sources d'économies d'énergie et planifier les actions
- de proposer des optimisations tarifaires
- d'optimiser la puissance souscrite
- de définir des indicateurs en vue d'évaluer le résultat des actions entreprises
- d'analyser les besoins actuels et futurs des sites du marché

Le candidat fournira dans sa réponse un exemple de bilan.

Le titulaire devra préciser la possibilité d'établir un rapport annuel consolidé de l'ensemble des sites.

8.6.3. Relation clientèle et commerciale de proximité inclus dans le prix de fourniture

Le titulaire du marché est tenu d'assurer une relation client permanente et de qualité. A ce titre, le candidat décrira la relation clientèle assurée par les interlocuteurs identifiés.

Cette relation permettra :

- Un accompagnement, a minima une fois par an, des décideurs du GIE dans la maîtrise des consommations, le développement durable. Les points abordés pourront être :
 - le suivi de l'exécution du marché
 - l'évolution du périmètre du marché
 - les évolutions TURPE / estimation de l'impact financier annuel de l'évolution TURPE
 - l'analyse des dérives éventuelles
 - les informations et conseils sur l'énergie, l'environnement et les nouvelles technologies
 - les informations sur les évolutions réglementaires en lien avec le marché
- Une rencontre bilan annuel au cours de laquelle seront remis les bilans annuels des consommations.

Le titulaire du marché dédie un interlocuteur privilégié au marché pour toutes les questions techniques, financière, administratives et réglementaires du pouvoir adjudicateur.

Il précisera ses coordonnées (mail, ligne téléphonique directe) et celles des interlocuteurs pour toutes questions relatives à la facturation, aux conditions techniques de fourniture et aux relations avec le gestionnaire de réseau.

8.6.4. Optimisation tarifaire – inclus dans le prix de fourniture

Dans un délai de 6 mois après la notification du marché subséquent, le titulaire transmet au référent du pouvoir adjudicateur, une étude d'optimisation tarifaire pour les PDL qui nécessiteraient des ajustements. Cette étude consiste à faire une proposition de formule tarifaire d'acheminement et de puissance souscrite optimisée en faisant ressortir le gain économique. Si cette optimisation nécessite une intervention du gestionnaire de réseau, il présente également le coût de cette intervention.

Le titulaire avisera le GIE qui disposera de 30 jours pour valider la proposition.

En cas de validation par le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché se met en relation avec le gestionnaire du réseau afin d'engager l'ensemble des démarches et suivre leur mise en œuvre.

Si le pouvoir adjudicateur ne valide pas la proposition, les optimisations proposées par le titulaire ne seront pas appliquées et le tarif et les puissances en vigueur seront conservés.

Par la suite, et au cours de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur pourra demander des optimisations tarifaires ponctuelles portant au maximum sur 10 PDL/an. Les conditions de validation sont les mêmes que celles citées ci-dessus.

Le titulaire présentera ces éléments dans son mémoire technique et le planning prévisionnel de réalisation.

8.6.5. Optimisation énergétique – hors prix de fourniture

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une expertise de maîtrise de la demande d'énergie pour les PDL les plus énergivores afin d'identifier les principales pistes d'économie d'énergie et préconiser les solutions les plus pertinentes, dans un souci de performance économique du marché.

8.7. Fourniture d'électricité verte

Le terme électricité verte désigne l'électricité produite uniquement à partir de sources d'énergies renouvelables telles que l'énergie hydraulique, éolienne, solaire, géothermique, houlomotrice et marémotrice, ou encore l'énergie issue de la biomasse (bois, gaz de décharge, gaz de stations d'épuration d'eaux usées, biogaz, ...).

Une offre de fourniture d'électricité est dite verte, si le fournisseur peut prouver qu'il a produit ou acheté de l'électricité d'origine renouvelable en quantité équivalente à la consommation des clients ayant souscrit à cette offre. Pour prouver l'origine de l'électricité produite à partir de source d'énergies renouvelables, est exigée lors de l'exécution des prestations la production de garanties d'origine délivrées par l'organisme EEX (European Energy Exchange) ou organisme équivalent.

Les garanties d'origine sont des attestations qui certifient l'origine de l'électricité produite à partir d'énergie renouvelables ou par cogénération dans les conditions définies aux articles L314, R314 et R333 et suivants du code de l'énergie. En France, l'organisme en charge de la certification des garanties d'origine (GO) pour l'électricité renouvelable est EEX, la European Energy Exchange. Elle assure la délivrance, le transfert et l'utilisation des garanties d'origine au registre national des garanties d'origine.

Les certificats pourront être d'origine européenne ou française.

Le choix du pouvoir adjudicateur sera communiqué par PDL au moment de la consultation des marchés subséquents.

8.8. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

ARTICLE 9 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérifications seront effectuées et la décision du pouvoir adjudicateur sera prise dans les conditions prévues aux articles 27 à 33 du CCAG FCS au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service.

ARTICLE 10 - PÉNALITÉS ET SANCTIONS

10.1. Généralités sur les pénalités et sanctions associées aux pénalités

Les stipulations de l'article 14 du CCAG applicable au présent marché sont applicables.

Il est rappelé, conformément à l'article 14.1 du CCAG applicable au présent marché, que les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20 du CCAG applicable au présent marché. Elles sont encourues du simple fait de la constatation du retard par pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG applicable au présent marché, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

Si le montant cumulé des pénalités depuis le début de l'exécution du marché atteint 5 % du montant (annuel) HT du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées à l'ARTICLE 20 - « règlement des litiges » ci-dessous.

10.2. Pénalités

10.2.1. Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG applicable au présent marché, si l'un quelconque des délais contractuels d'exécution du marché, tel que fixé par le titulaire à l'ARTICLE 4 - « conditions générales d'exécution des prestations » ci-avant est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de pénalité de 50 €/jour ouvrable de retard.

Les pénalités prévues ci-dessous s'entendent sans mise en demeure préalable. Elles sont cumulables.

Désignation	Limite
Retard d'intégration des PDL au périmètre du marché à la date demandée par le pouvoir adjudicateur	Dans une limite de 10 jours ouvrés à compter de la demande de basculement.
Retard dans la suppression des PDL au périmètre du marché à la date demandée par le pouvoir adjudicateur	Dans une limite de 10 jours ouvrés à compter de la demande de basculement.
Retard dans la régularisation des factures	Dans une limite de 45 jours ouvrés à compter de la date de réception de la contestation.
Retard dans l'accès aux données de consommation	Dans une limite de 5 jours à compter de la date d'envoi des factures, en cas de paiement sans mandatement (en cas de paiement avec mandatement : suspension du délai de paiement)
Retard dans l'information des clients	Dans les délais fixés par le titulaire
Retard de réponse aux demandes clients	Dans une limite de 15 jours à compter de la date de la demande
Retard dans la fourniture des garanties d'origine	Dans les délais fixés par le titulaire
Absence ou retard préjudiciable à une réunion de synthèse ou de présentation aux instances consul	Pénalité forfaitaire fixée à 300 €, sans mise en demeure préalable.

Retard dans la remise en service, suite à une rupture dans la continuité de service prévue à l'article 8.2 du présent CCP	Pénalités au-delà d'une coupure d'une heure entre 6h00 et 24h00 ; et d'une coupure de deux heures entre 00h00 et 6h00.
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

10.2.2. Pénalités pour défaillance du système de télérelève

En cas en défaillance du télérelève prévue à l'article 8.4 du présent CCP «*Télérelève des consommations*», le fournisseur s'expose aux pénalités suivantes :

Désignation	Pénalité
Indisponibilité du système de télérelève pendant une durée continue supérieure à 48 heures, et hors cas de force majeure dûment justifié	Pénalité de 50 euros par jour calendaire de panne, par site concerné.
Défaillance du télérelève induisant une facture en valeur estimée	La facture suivante ne pourra être honorée que si elle est en valeur réelle

10.3. Sanctions

10.3.1. Travail dissimulé au sens des articles L8221-3 et suivants du code du travail

Conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du code du travail, en cas de non-respect de la législation en vigueur, conformément aux dispositions des articles L.8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le titulaire encourt la résiliation du marché, après mise en demeure demeurée sans effet au terme du délai de 15 jours fixé par l'article R.8222-3 du code du travail.

10.3.2. Non reconduction pour non-présentation des attestations sur l'honneur prévues au code du travail

Faute de la fourniture par le titulaire des attestations prévues à l'article 18.1 du présent document, le présent marché sera résilié de plein droit.

10.3.3. Résiliation pour faute du titulaire

La décision de résiliation doit indiquer que le pouvoir adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

10.3.4. Non-réponse aux mises en concurrence dans le cadre des marchés subséquents

Les titulaires du présent accord-cadre s'engagent à remettre une offre de bonne foi à toutes remises en concurrence sur lesquelles ils seront consultés.

Chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre.

La présentation d'une offre purement dilatoire, dont il est manifeste qu'elle ne poursuit aucunement l'objectif d'être économiquement la plus avantageuse, mais remise dans l'unique but de se soustraire aux sanctions encourues serait considérée comme une absence d'offre injustifiée.

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre pour faute, en cas d'absences d'offre répétées, sans justification à l'appui. La faute sera caractérisée à compter de **2 absences d'offres** non justifiées.

ARTICLE 11 - CLAUSE DE RÉEXAMEN

Conformément aux dispositions de l'article L2194-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié dans les conditions ci-dessous, sans que ces modifications viennent changer l'objet ou la nature globale du marché.

11.1. Modifications et ajout de prestation

Pendant la durée d'exécution du marché, les parties peuvent convenir de modifications et/ou d'ajouts de prestations.

Sont notamment concernés (liste non limitative et non exhaustive) :

- Les modifications et/ou ajouts rendus nécessaires suite à des évolutions d'ordre technique ou technologique. Ces évolutions peuvent notamment aboutir à :
 - La substitution de la prestation initiale par une prestation ou matériel de remplacement conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au marché et a minima techniquement équivalent à la prestation ou au matériel proposé(s) initialement ;
 - Et/ou l'ajout d'une nouvelle prestation par déclinaison fonctionnelle ou accessoire ou option à celui déjà existant au marché.
- Les modifications et/ou les ajouts rendus nécessaires suite à une évolution réglementaire et/ou normative ;
- Les modification et/ou ajouts rendus nécessaires à la bonne exécution du marché. La prestation est nécessaire à la bonne exécution du marché lorsqu'il permet de répondre à une évolution du besoin identifié par le pouvoir adjudicateur. La prestation ou le matériel n'était pas commercialisé au moment du dépôt des offres du présent marché ou non mentionné(e) dans le bordereau de prix du présent marché.

Sont notamment concernés :

Les évolutions liées à la diminution ou l'ajout de site(s)

11.2. Modalités de mise en œuvre des modifications

La partie au marché à l'origine de la demande en informe l'autre partie par écrit au plus tard deux mois avant la date souhaitée d'ajout ou de modification. Elle produit à l'appui de sa demande tout dossier motivé détaillant l'objet de sa demande.

La partie destinataire du dossier dispose d'un délai de trente jours calendaires à compter de sa réception pour valider la modification ou l'ajout, ou faire part de ses observations et, le cas échéant, transmettre l'impact financier de la modification ou de l'ajout demandé. À défaut de réponse dans ce délai, la demande de modification ou d'ajout est réputée refusée.

- **Si la modification indiquée ci-dessus a une incidence sur l'une des informations renseignées au bordereau de prix**, l'acceptation de la modification est formalisée par la notification d'un nouveau bordereau de prix, qui remplace le précédent.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter de la notification de l'acceptation de la modification.

Le cas échéant, les nouveaux prix sont applicables aux mensualités suivant la modification de l'acceptation de la modification

- Si la modification indiquée ci-dessus porte sur une des informations contenues dans le présent document, elle sera formalisée par le biais d'un avenant.

11.3. Modifications temporaires en cas de circonstances imprévisibles

En application de l'article 25 du CCAG FCS, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible en raison d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir au moment de la conclusion du marché, dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché (par exemple : difficultés d'approvisionnement en matières premières ou de production, édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance), le titulaire peut proposer au pouvoir adjudicateur :

- Une modification des références initiales de produits par des références conformes aux conditions et normes similaires au présent marché ;
- Une prestation de substitution permettant d'assurer la continuité de l'exécution contractuelle sans surcoût ;
- Une modification des délais contractuels ;
- Une modification des prix initiaux ou résultant de l'application des clauses de révision prévues au marché, sous réserve que cela ne constitue pas une modification de l'équilibre financier du présent marché au profit du titulaire.

Cette demande est accompagnée de justificatifs permettant d'apprécier le bien-fondé de la demande.

Après validation écrite du pouvoir adjudicateur, la prise en compte de ces modifications est notifiée dans les meilleurs délais au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine. À défaut de réponse par le pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée.

Ces modifications prennent la forme d'une décision unilatérale qui précise la date d'entrée en vigueur ainsi que la durée d'application des modifications. Ces modifications s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date.

À la fin de la période d'application prévue, le pouvoir adjudicateur et le titulaire examinent de bonne foi si la circonstance imprévisible modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché est toujours actuelle. Toute prolongation ou nouvelles modifications doivent faire l'objet d'une nouvelle décision unilatérale.

ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles L2193-1 et suivants du CCP, la sous-traitance n'est possible que pour les services et les travaux.

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

ARTICLE 13 - CESSION DU MARCHÉ

Sous réserve de l'obtention de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, le titulaire peut céder tout ou partie du marché au bénéfice d'un tiers. La cession est entendue comme la reprise pure et simple, par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du présent marché. Cette cession ne peut remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire et du marché lui-même.

Ainsi, le titulaire doit informer dans les plus brefs délais la Direction des Achats du GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France de tout projet de cession totale ou partielle du marché, résultant le cas échéant d'un projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire.

En vue d'obtenir l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, il transmet, en temps utile et dès qu'il en dispose, les éléments nécessaires pour apprécier la validité de ce transfert, et notamment tous les éléments et documents nécessaires à l'appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières, ainsi qu'à la régularité de la situation fiscale et sociale du cessionnaire.

En cas d'acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Dans l'hypothèse d'une cession partielle du marché, les droits et obligations résultant du marché peuvent être confiés à un nouveau cotraitant ou à un cotraitant déjà membre du groupement titulaire, dans les conditions indiquées au présent article.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG applicable au présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG applicable au présent marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

ARTICLE 15 - ENGAGEMENTS ANTICORRUPTION ET PROBITÉ

15.1. Prévention de la corruption

Le Groupe CCI Paris Île-de-France déclare avoir actionné un dispositif interne de prévention de la corruption fondé sur les dispositions de l'article 3 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016. Ce dispositif adapté à son organisation interne et destiné à promouvoir une culture d'intégrité en son sein, est disponible à travers le Code de conduite via le lien suivant : Code de conduite anti-corruption CCI Paris Île-de-France, également accessible sur le site internet du Groupe CCI Paris Île-de-France : <https://www.cci-paris-idf.fr/fr/notre-groupe/finances-juridique>

Il dispose également d'une plateforme de signalement interne permettant de signaler tout fait contraire au Code de conduite anti-corruption et accessible sur son site internet via le lien ci-dessus, ou directement via le lien suivant : <https://cci-paris-iledefrance.signalement.net/entreprises>

Le titulaire déclare avoir pris connaissance de ce dispositif et s'engage à le respecter.

Chaque partie certifie ne pas avoir fait, ni ses dirigeants ou représentants, l'objet d'une condamnation pour des faits de corruption, trafic d'influence, concussion, prise illégale d'intérêt, détournement de fonds publics, favoritisme ou de tout autre manquement à la probité. Chaque partie reconnaît également ne pas avoir bénéficié d'une procédure transactionnelle faisant suite à la commission de faits de même nature.

Chaque partie s'engage à faire preuve d'une parfaite transparence et à s'informer réciproquement de la commission de tels faits pendant la durée des présentes ou de tout autre manquement à la probité.

En outre, chaque partie reconnaît et garantit qu'elle respecte l'ensemble des réglementations qui lui sont applicables eu égard à leur statut et qui sont relatives à la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

La présente clause constitue un élément substantiel du présent marché. Son non-respect par l'une des parties entraînera la résiliation du présent marché de plein droit, sans mise en demeure préalable ni indemnité, aux torts et griefs exclusifs de la partie en cause.

15.2. Respect des règles internes et sensibilisation au dispositif anticorruption »

En ce qui concerne les prestations se déroulant dans les locaux du Groupe CCIR Paris Ile de France, le titulaire s'engage à informer ses préposés qu'ils doivent respecter les textes de référence en vigueur notamment :

- le règlement intérieur applicable à chaque établissement et/ou site,
- les règles et consignes de sécurité et de sûreté applicables à l'ensemble du Groupe CCIR Paris Ile-de-France et/ou au site auxquels sont affectés ses préposés et ceux de ses sous-traitants,
- les règles de sécurité et d'accès logiques aux ressources informatique qui leur sont imposés.
- les règles de confidentialité ou l'accord de confidentialité le cas échéant.

L'ensemble de ces règles lui seront communiquées lors de la réunion de lancement du marché. Le titulaire veillera à ce que chaque membre de son personnel concerné en prenne connaissance et s'y conforme strictement.

Par ailleurs, la CCI Paris Île-de-France informe le titulaire que son dispositif anticorruption pourra faire l'objet d'une action de sensibilisation spécifique auprès des personnels du titulaire participant à l'exécution du contrat. Cette sensibilisation sera dispensée par le Groupe CCIR Paris Île-de-France ou par toute personne qu'elle désignera. Le titulaire s'engage à informer et permettre la participation des personnels concernés à cette action, qui sera incluse dans leur temps de travail sans entraîner de surcoût pour la CCI.

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour que les obligations énoncées ci-dessus soient respectées.

Tout manquement aux obligations définies dans la présente clause pourra entraîner, après mise en demeure restée sans effet, la mise en œuvre des sanctions contractuelles prévues.

ARTICLE 16 - PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Conformément à l'article 5.2 du CCAG applicable au présent marché, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

16.1. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché (cas des données collectées dans le cadre de l'extranet fournisseur).

16.2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- présenter des garanties suffisantes au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée ;

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- recueillir l'accord des intéressés pour toute collecte de données à caractère personnel lorsque cet accord est requis par la réglementation en la matière ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, des principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent marché, y compris en ce qui concerne les transferts de données vers un pays tiers, à moins qu'il soit tenu d'y procéder en vertu du droit français ou du droit de l'Union européenne. Dans ce cas, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs d'intérêt public ;
- ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'acheteur ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures de sécurité matérielle permettant de conserver les fichiers informatiques utilisés dans le cadre du présent marché et d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur.

Le titulaire communique à l'acheteur la liste et les caractéristiques des traitements (dont les données utilisées dans ce cadre) qu'il met le cas échéant en œuvre, pour les besoins du présent marché, en qualité de responsable du traitement au sens du Règlement général sur la protection des données susmentionné. Il s'interdit toute utilisation et toute cession, à titre gratuit ou onéreux, à des fins commerciales des données utilisées dans ce cadre.

16.2.1. Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, sauf pour la fourniture des matériels, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du marché de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

16.2.2. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

16.2.3. Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : cpdp@cci-paris-idf.fr

16.2.4. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : voie électronique à l'adresse indiquée ci-dessus.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au DPO du groupe CCIR, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

16.2.5. Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

16.2.6. Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- prendre toutes mesures techniques et organisationnelles pour assurer la confidentialité et la sécurité des données lors des opérations de développement et de maintenance du matériel informatique utilisé dans le cadre du présent marché.

16.2.7. Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : durée de conservation des données limitée strictement à la durée du marché.

16.2.8. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des produits réalisés, des documents et des fichiers informatiques à l'issue du marché, à les renvoyer à l'acheteur ou, selon les instructions de celle-ci, à produire l'attestation de la destruction de ces données, dûment signée par une personne habilitée.

16.2.9. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

16.2.10. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

16.2.11. Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

16.3. Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article 16.1 "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

ARTICLE 17 - DROIT DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Dans cet article, on entend par pouvoir adjudicateur, toute entité, direction ou tout service qui prescrit, sous quelque forme que ce soit, les prestations objet d'un droit de propriété intellectuelle ou industrielle.

17.1. Droits de propriété antérieurs au marché

17.1.1. Définition des droits de propriété antérieurs

Chaque Partie reste propriétaire ou titulaire des droits de propriété intellectuelle de toute nature (brevets, marques, propriété littéraire et artistique, etc.), des savoir-faire et des connaissances qu'elle possède au moment de l'attribution du marché ou sur lesquels elle détient une licence d'exploitation, l'ensemble étant ci-après désigné par « Connaissances Antérieures ». À ce titre, elle reste libre de les exploiter, dans la limite des droits dont elle disposait, et sauf à préserver les droits de l'autre Partie tels qu'ils sont définis ci-après aux articles 17.1.2 « Périmètre d'utilisation des Connaissances Antérieures par le Titulaire », 17.1.3 « Dispositions communes aux Parties » et 17.2 « Droits générés par le présent marché ».

17.1.2. Périmètre d'utilisation des Connaissances Antérieures par le Titulaire

Le Titulaire s'engage à n'utiliser pour l'exécution du marché que des Connaissances Antérieures :

- a) Appartenant au domaine public et qui sont donc librement exploitables par le pouvoir adjudicateur et reproductibles sans limitation par quiconque ou,
- b) Dont le Titulaire a la pleine propriété ou la libre exploitation, avec droit de les transférer à un tiers, et sous réserve d'avoir fait connaître à la signature du marché l'existence de ces droits pouvoir adjudicateur ou,
- c) Dont le pouvoir adjudicateur a la propriété ou la libre exploitation.

Si le Titulaire met en œuvre des Connaissances Antérieures citées au point c) ci-dessus, il s'engage à ne les exploiter que dans le cadre de l'exécution de la prestation objet du marché.

Si, en cours de marché, le Titulaire entend faire usage de Connaissances Antérieures citées au point b) susvisé, il avertit préalablement par écrit le pouvoir adjudicateur qui dispose de vingt et un (21) jours après notification pour lui donner son accord, le silence valant refus.

En cas de refus par le pouvoir adjudicateur et si le Titulaire persiste dans sa demande, le marché peut être résilié.

Par ailleurs, en cas d'utilisation de Connaissances Antérieures visées au point b) ci-dessus, le pouvoir adjudicateur bénéficie de plein droit et sans frais additionnel d'une licence d'utilisation des Connaissances Antérieures et ce pour la durée de vie des droits de propriété intellectuelle qui y sont attachés.

Dans le cadre de cette licence :

- Le pouvoir adjudicateur a le droit d'utiliser les Connaissances Antérieures pour l'exploitation de l'Ouvrage et des études associées ;
- Si l'exploitation de l'Ouvrage et des études associées, est confiée à un tiers, celui-ci bénéficiera de plein droit, sans frais additionnel, d'une sous-licence d'utilisation ;
- Le pouvoir adjudicateur a le droit de sous-licencier les droits d'utilisation des Connaissances Antérieures à tout tiers de son choix dans la mesure où (i) le pouvoir adjudicateur a recours à ce tiers pour l'utilisation des Résultats et (ii) qu'il n'est pas raisonnablement possible d'exploiter ces Résultats sans mettre en œuvre les Connaissances Antérieures ;
- Le pouvoir adjudicateur s'engage à imposer à ses sous-licenciés de ne pas exploiter les Connaissances Antérieures objet de la sous-licence à d'autres fins que celles visant à permettre au pouvoir adjudicateur d'exécuter ses missions de service public ;
- Le pouvoir adjudicateur est autorisé à apporter aux Connaissances Antérieures, à ses frais et risques, toute modification, adaptation ou arrangement nécessaire pour satisfaire en permanence ses besoins.

17.1.3. Dispositions communes aux Parties

Dès lors que des Connaissances Antérieures citées aux points b) ou c) de l'article 17.1 «Périmètre d'utilisation des Connaissances Antérieures par le Titulaire» sont mises en œuvre dans le cadre du présent marché, chaque Partie ne pourra effectuer des publications, ou des communications orales, relatives aux Connaissances Antérieures de l'autre Partie, sans demander par écrit son autorisation préalable à la Partie propriétaire des droits, ou titulaire du droit d'exploitation, sur ces Connaissances Antérieures.

17.2. Droits générés par le présent marché

17.2.1. Dispositions communes sur les droits de propriété et d'exploitation des Résultats

En ce qui concerne les Résultats, les Parties conviennent des dispositions ci-après :

Le pouvoir adjudicateur acquiert au titre du marché l'intégralité des droits de propriété sur les Résultats et sur tout document les formalisant, tel que les études, plans et graphiques remis par le Titulaire dans le cadre du marché. Dès lors, en ce qui concerne les Résultats relevant de la propriété littéraire et artistique, le pouvoir adjudicateur dispose, sans coût additionnel, de tous les droits d'exploitation, de la manière la plus large et sans réserve, et notamment du droit de reproduction, de représentation, d'adaptation, de modification, de distribution, d'usage sous toutes ses formes selon tous modes présents ou à venir et sur tous supports, pour tous usages et toutes destinations, et ce pour le monde entier et pour la durée de validité des droits, par lui-même ou par tout tiers de son choix.

En conséquence, le Titulaire renonce à tout droit sur les Résultats.

17.2.2. Garanties contre les revendications des tiers

Le Titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes mis en œuvre pour l'exécution du marché au titre des articles 17.1 « Droits de propriété antérieurs au marché » et, le cas échéant, 17.2 « Droits générés par marché ».

À ce titre, le Titulaire sera responsable de tout préjudice subi par le pouvoir adjudicateur dans les limites visées à l'article ARTICLE 8 - « Responsabilité ».

Toutefois, cette garantie ne sera pas due lorsque la revendication du tiers porte sur des Connaissances Antérieures mises en œuvre au titre de l'article 17.1.2 « Périmètre d'utilisation des Connaissances Antérieures par le Titulaire » point C).

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement. Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

ARTICLE 18 - DOCUMENTS À FOURNIR EN COURS DE MARCHÉ

18.1. Attestations du code du travail en vue de la reconduction du marché

Le marché sera reconduit sous réserve que le titulaire ait fourni à la date de reconduction les pièces et attestations sur l'honneur valides (datant de moins de 6 mois) prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

18.2. Assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

18.3. Constitution d'une base de données économiques, sociales et environnementales

Conformément à l'article L2312-18 du Code du travail, l'UES CCI Paris Ile de France a l'obligation de constituer une base de données économiques, sociales et environnementales.

Dans ce cadre, en tant que fournisseur, le titulaire de marché doit fournir annuellement à la Direction des Achats, pour l'année N, les effectifs qu'il va mettre à disposition des entités de l'UES CCI Paris Ile-de-France, par site ainsi que le nombre éventuel d'accidents du travail survenus durant la mise à disposition de ces salariés.

Les informations relatives aux effectifs seront demandées au début du mois de décembre de l'année N-1, pour l'année N. Sous peine de se voir appliquer une pénalité de 500 €, les informations devront être transmises avant le 15 janvier de l'année N.

Les informations relatives aux éventuels accidents du travail seront à transmettre semestriellement au début du mois de juin de l'année N puis au début du mois de décembre de l'année N.

En fin de marché, il sera demandé au titulaire sortant de fournir ces données pour l'année en cours, 3 mois avant la fin effective du marché.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION

19.1. Résiliation pour faute du titulaire

En complément à l'article 41 du CCAG FCS la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La résiliation pour faute du titulaire se fera conformément à l'article 10.3.3 du présent document.

19.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 42 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin au marché à tout moment pour motif d'intérêt général.

L'indemnisation pour résiliation est calculée conformément à l'article 42 du CCAG FCS et le marché résilié est liquidé dans les conditions de l'article 43.2 du CCAG FCS.

19.3. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du présent marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du présent marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 20 - RÈGLEMENT DES LITIGES

20.1. Règlement amiable des litiges

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché. Les différents moyens de règlement amiable sont les suivants :

- **Conciliation**

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur et le Titulaire pourront recourir à la conciliation par le biais du comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés, conformément aux dispositions de l'article R2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

- **Médiation**

Le pouvoir adjudicateur et le Titulaire pourront recourir au Médiateur des entreprises.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Les échanges intervenus entre les parties en application du présent article relatif au règlement amiable des litiges doivent rester confidentiels.

Après épuisement des moyens de recours amiables prévus ci-dessus ou dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 mois le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les 2 parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles de saisir la juridiction compétente du litige.

20.2. Différends entre les parties

À défaut d'accord amiable, le litige est porté devant le Tribunal administratif de Paris, c'est-à-dire le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel le pouvoir adjudicateur a signé le contrat conformément à l'article R312-11 du-code justice administrative :

7 rue de Jouy, 75181 Paris CEDEX 04,
Tél : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr